economiesuisse

Le SEFRI confirme: les chercheurs et les entreprises pâtissent de la non-association à Horizon Europe

Une enquête du Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) montre que de nombreux chercheurs et entreprises suisses pâtissent de la non-association au programme-cadre de recherche Horizon Europe. Plus d'un tiers des participants à l'enquête donnent des exemples concrets de conséquences négatives. Plus de la moitié constate une détérioration de la situation par rapport au programme précédent, auquel la Suisse était pleinement associée. Dans l'intérêt de la place scientifique, le Conseil fédéral doit maintenant chercher une solution avec l'UE. À défaut, d'autres chercheurs et entreprises tourneront le dos à la Suisse.

Voici un peu plus d'un an, le Conseil fédéral rompait les négociations menées avec l'Union européenne sur un accord-cadre institutionnel. Cette décision a des conséquences négatives, même si, pour beaucoup, elles sont encore peu visibles. Il existe de nombreux exemples, mais ils n'ont pas vraiment été pris au sérieux par les opposants à un accord institutionnel: certains chercheurs quittent la Suisse pour poursuivre leur carrière au sein de l'UE. Des entreprises délocalisent des activités dans l'UE en raison des difficultés liées à la reconnaissance des produits. D'autres ont déplacé une partie voire la totalité de leurs activités de recherche au sein de l'UE. Les exemples n'ont pas été pris en compte ou ont été considérés comme supportables.

Nette détérioration par rapport à la participation au programme précédent

Malheureusement, les conséquences négatives du blocage de la politique européenne sont de plus en plus manifestes. La recherche, qui est d'une importance capitale pour la capacité d'innovation future de l'économie suisse, souffre justement du fait que la Suisse n'est toujours pas pleinement associée au plus grand programme mondial de promotion de la recherche Horizon Europe. La Confédération livre justement une nouvelle appréciation de la situation: quelque 880 chercheurs, entreprises ou institutions ont répondu à une enquête du SEFRI. La majorité d'entre eux estiment que la situation actuelle s'est détériorée par rapport au programme précédent, Horizon 2020, auquel la Suisse était pleinement associée. Quelque 36% des participants à l'enquête donnent même des exemples concrets de la forme que prend ce désavantage pour eux.

L'importance de l'impact confirme les preuves apportées. Certes, le SEFRI a mis en place des solutions transitoires afin de réduire les inconvénients pour la place scientifique suisse. Ainsi, Innosuisse a lancé le programme «Swiss Accelerator», qui vise à compenser les inconvénients causés par l'impossibilité d'accéder au pan du programme qui dépend du Conseil européen de l'innovation (CEI). Le Fonds national suisse (FNS) a créé un programme de transition pour les chercheurs, qui remplace en partie les soutiens du Conseil européen de la recherche (CER). Des désavantages majeurs subsistent néanmoins pour la place scientifique suisse, comme le montre l'enquête actuelle.

Ne pas laisser traîner le problème

Le Conseil fédéral est invité à chercher une solution avec l'UE maintenant et à ne pas laisser ce problème s'aggraver jusqu'après les élections de 2023. Faute de solution, d'autres chercheurs et entreprises tourneront le dos à la Suisse parce qu'ils trouveront des conditions plus attractives dans les pays voisins.